

## MENTIONS LEGALES

### *Informations saisies et/ou transmises par les contributeurs de la Base Eve*

—

1° - Les informations saisies et/ou transmises, à l'exception des documents comportant des droits de propriété intellectuelle notamment photos, vidéos, fichiers sonores insérés dans le formulaire, des informations à caractère personnel et/ou susceptibles d'enfreindre le secret statistique et/ou d'affecter le respect à la vie privée ou toutes autres informations contenues dans les sections indiquées comme étant à usage exclusif du ministère en charge de la culture, est une information publique administrative réutilisable au sens de l'article 10 de la [loi n° 78-753 du 17 juillet 1978](#) aux conditions de la présente [licence](#). Aucun transfert de propriété des informations publiques administratives n'est opéré au profit du réutilisateur. Ce dernier bénéficie d'un droit personnel et non exclusif de réutilisation de ces informations publiques administratives. Toute personne réutilisant des informations publiques en violation des prescriptions susmentionnées est passible d'une amende prononcée par la commission d'accès aux documents administratifs.

2° - Le ministère en charge de la culture se réserve le droit de ne pas inscrire certaines informations, sites, et/ou animations/visites renseignées par les contributeurs ne rentrant pas dans le cadre de la ou des manifestation(s) mentionnées.

3° - Conformément aux articles 39 et suivants de la [loi n°78-17 du 6 janvier 1978](#) modifiée en 2004, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant au ministère en charge de la culture (département de l'information et de la communication) et/ou à la direction régionale des affaires culturelles de sa région.

4° - Le ministère en charge de la culture se réserve le droit d'apporter des modifications substantielles ou non, à tout moment et sans préavis, aux présentes conditions générales d'utilisation, afin de prendre en compte toute évolution légale, réglementaire, éditoriale et/ou technique. Il est précisé que les modifications apportées prennent effet le jour de leur publication.

5° - Les présentes conditions générales d'utilisation sont soumises au droit français.